



ADMINISTRATION COMMUNALE
DE
SOMBREFFE
5140

**CODE DE LA DEMOCRATIE LOCALE ET DE LA
DECENTRALISATION**

Art.L1122-13 – Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par écrit à domicile, au moins sept jours francs avant celui de la réunion; elle contient l'ordre du jour. (Ce délai sera toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article L1122-17, alinéa 3).

Art.L1122-24 – Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger.

L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des membres présents; leurs noms seront insérés au procès-verbal.

Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au Bourgmestre ou à celui qui le remplace au moins cinq jours francs avant l'assemblée; elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document susceptible d'éclairer le conseil. Il est interdit à un membre du collège des Bourgmestres et échevins de faire usage de cette faculté.

Le Bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points complémentaires à l'ordre du jour aux membres du Conseil

Art L1122-17 – Le Conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente. Cependant, si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour. Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article L1122-13 et il sera fait mention si c'est pour la deuxième fois ou la troisième fois que la convocation a lieu: en outre, la troisième convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du précédent article.

Art.L1122-15 – Le Bourgmestre ou celui qui le remplace préside le Conseil. La séance est ouverte et close par le président.

Art.L1122-25 § 1 – Les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages: en cas de partage, la proposition est rejetée.

Art.L1122-27 – Sans préjudice de l'alinéa 4, les membres du conseil votent à haute voix.

Le règlement d'ordre intérieur peut prévoir un mode de scrutin équivalent au vote à haute voix. Sont considérés comme tels, le vote nominatif exprimé mécaniquement et le vote par assis et levé ou à main levée.

Nonobstant les dispositions du règlement d'ordre intérieur, le vote se fait à haute voix chaque fois qu'un tiers des membres présents le demande.

Seules les présentations de candidats, les nominations aux emplois, les mises en disponibilité, les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires, font l'objet d'un scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages.

Lorsqu'il est membre du conseil, le président vote en dernier lieu.

Art.L1122-28 – En cas de nomination ou de présentation de candidats, si la majorité requise n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

A cet effet, le président dresse une liste contenant deux fois autant de noms qu'il y a de nominations ou de présentations à faire. Les suffrages ne peuvent être donnés qu'aux candidats portés sur cette liste. La nomination ou la présentation a lieu à la pluralité des voix, le plus âgé des candidats est préféré.

CONVOCATION DU CONSEIL COMMUNAL

Sombreffe, le 12 juin 2013

Conformément à l'article L1122-13 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, nous avons l'honneur de vous convoquer à la séance du Conseil communal qui aura lieu le **lundi 24 juin 2013 à 19h00** à l'Administration communale de Sombreffe.

ORDRE DU JOUR :

Séance publique :

1. Approbation du procès-verbal de la précédente séance
2. Tutelle : Décisions prises par les autorités de tutelle dans divers dossiers - Communication
3. Arrêtés de police et ordonnances : Communication
4. CPAS - tutelle : Adhésion à l'intercommunale IMIO et prise de participation - Approbation
5. CPAS - tutelle : Modification des statuts de la Cité des Couteliers Gembloux-Sombreffe - Approbation
6. CPAS - tutelle : Modification des statuts de l'association chapitre XII Greasur - Approbation
7. Cadre de Vie - Environnement : Code de conduite sur les plantes invasives - Approbation
8. Cadre de Vie - Environnement : Plan triennal 2014-2016 dans le cadre du contrat de rivière Sambre et Affluents asbl - Approbation
9. Cadre de Vie - Mobilité : Règlement complémentaire sur la police de la circulation routière - déplacement du passage pour piétons sur la RN 29 à hauteur de la BK 18500
10. Cadre de Vie - Voirie : Plan trottoirs - Marché de travaux : estimation, mode de passation et cahier spécial des charges
11. Cohésion Sociale et Qualité de Vie - Sport : Cafétéria du Complexe sportif - Convention de concession - Renouvellement
12. Cohésion Sociale et Qualité de Vie - Petite enfance : Asbl RéBBUS, réseau des Bébé Bus de la Province de Namur - Adhésion
13. Affaires Générales : A.I.T.I. en liquidation : Désignation des représentants
14. Affaires Générales – Intercommunales : A.I.T.I. en liquidation : Examen des points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale
15. Affaires Générales - Intercommunales : A.I.S.B.S. : Examen des points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire

16. Affaires Générales - Intercommunales : INASEP. : Examen des points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générales ordinaire
17. Affaires Générales - Intercommunales : IDEG. : Examen des points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générales ordinaire
18. Affaires Générales - La Cité des Couteliers : Examen des points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générales extraordinaire
19. Affaires Générales- Holding communal en liquidation : Examen des points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale

Huis Clos :

1. Affaires Générales – Personnel : Désignation de personnel non statutaire - Communication
2. Cohésion Sociale et Qualité de Vie - Petite enfance : ASBL RÉBBUS - Désignation du représentant
3. Affaires Générales - Enseignement : Désignation d'instituteurs temporaires - Ratification

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Thibaut NANIOT

Philippe LECONTE